



**HAUT-COMMISSARIAT
DE LA RÉPUBLIQUE
EN POLYNÉSIE FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

***Direction de
L'ingénierie publique***

Bureau des constructions publiques

RÉSIDENCE DU HAUT-COMMISSAIRE PAPEETE

RÉNOVATION DES COUVERTURES DES LOCAUX ANNEXES

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX
régé par le Code de la Commande Publiques
applicable aux marchés publics de l'État
Procédure adaptée (MAPA)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P.)

DÉCEMBRE 2025

SOMMAIRE

Article 1 : Objet du marché - Dispositions générales

1.1 – Objet du marché

1.2 – Tranches et lots

1.3 – Marché

Article 2 : Pièces constitutives du marché

2.1 – Pièces constitutives du marché

2.2 – Ordre dans lequel prévalent les pièces du marché en cas de contradiction

2.3 – Modifications apportées au présent marché

Article 3 : Intervenants

3.1 – Maîtrise d'ouvrage

3.2 – Conduite d'opération

3.3 – Maîtrise d'œuvre

3.4 – Bureau de contrôle

Article 4 : Co-traitants et sous-traitants

4.1 – Désignation des sous-traitants en cours de marché

4.2 – Modalité de paiement direct

Article 5 : Prix et mode d'évaluation des ouvrages - Variation des prix - Règlement des comptes

5.1 – Contenu des prix – Mode d'évaluation des ouvrages

5.1.1 - Contenu des prix

5.1.2 - Mode d'évaluation des ouvrages

5.2 – Règlement des comptes

5.2.1 - Projet de décomptes

5.2.2 - Acomptes pour approvisionnements

5.3 – Variation dans les prix

5.3.1 - Définition des prix

5.3.2 - Mois d'établissement des prix du marché

5.3.3 - Choix de l'index de référence

5.3.4 - Modalité de révision des prix

5.3.5 - Révision des prix

5.4 – Délais de mandatement

5.4.1 - Suspension de délai

5.5 – Intérêts moratoires

5.6 – Réfaction pour imperfections techniques

Article 6 : Délai d'exécution - Pénalités - Retenues

6.1 – Délai d'exécution - période de préparation

6.2 – Dispositions particulières – Travail le samedi – Travail de nuit

- 6.3 – Calendrier détaillé d'exécution
- 6.4 – Pénalités – Généralités
- 6.5 – Délais et pénalités pour remise de documents avant exécution
 - 6.5.1 - Etudes d'exécution
 - 6.5.2 - Calendrier détaillé d'exécution
 - 6.5.3 - PPSPS
 - 6.5.4 - Attestation d'assurance
- 6.6 – Prolongation du délai d'exécution
- 6.7 – Pénalités pour retard d'exécution
- 6.8 – Respect de l'hygiène et de la sécurité du chantier
- 6.9 – Repliement des installations et remise en état des lieux
- 6.10 – Respect de la propreté du chantier
- 6.11 – Respect de l'environnement
- 6.12 – Pénalités pour non respect des demandes du maître d'œuvre
- 6.13 – Pénalités et retenues pour remise des documents après réception
- 6.14 – Pénalités pour absence ou retard aux réunions de chantier

Article 7 : Clauses de financement

- 7.1 – Retenue de garantie
- 7.2 – Avance forfaitaire

Article 8 : Implantation des ouvrages (piquetage général)

Article 9 : Coordination Sécurité et Protection de la Santé (CSPS)

Article 10 : Période de préparation, coordination, registre de chantier et exécution des travaux, compte prorata

- 10.1 – Période de préparation – Programme d'exécution des travaux
- 10.2 – Plans d'exécution – Notes de calculs – Etudes de détails
- 10.3 – Compte prorata
- 10.4 – Registre de chantier
- 10.5 – Confidentialité – Protection des données personnelles

Article 11 : Contrôle et réception des travaux

- 11.1 – Réception
- 11.2 – Période de garantie de parfait achèvement
- 11.3 – Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages
- 11.4 – Garantie d'étanchéité
- 11.5 – Garantie système de protection structure métallique
- 11.6 – Garanties des traitements anti-termites
- 11.7 – Garanties particulières de fonctionnement des installations techniques (tous les lots techniques)
- 11.8 – Dossiers des ouvrages exécutés (DOE)
 - 11.8.1 - Présentation
 - 11.8.2 - Contenu

Article 12 : Assurances

Article 13 : Résiliation du marché par la personne responsable du marché

Article 14 : Différends et litiges

Article 15 : Dérogations aux documents généraux

Article 1 : Objet du marché - Dispositions générales

1.1 - Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) s'appliquent à l'ensemble des prestations afférentes à la réalisation de l'opération ci-après :

Travaux de rénovation des couvertures des locaux annexes de la résidence du Haut-Commissaire de Papeete.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

À défaut d'indication dans l'Acte d'Engagement (AE) du domicile élu par le titulaire, les notifications se rapportant au marché seront valablement faites à la mairie de PAPEETE jusqu'à ce que le fournisseur ait fait connaître au maître d'ouvrage l'adresse du domicile qu'il aura élu.

1.2 - Tranches et lots

En application des articles R2113-4 à R2113-6 du code de la commande publique, le marché comporte une tranche ferme et une tranche optionnelle :

- Tranche Ferme : Remplacement de la charpente-couverture (502 m²)
- Tranche optionnelle : Remplacement des faux-plafonds extérieurs sous toiture (sous forgets) en lambris bois. (281 m²)

Durée et délai d'affermissement par tranche			
	Durée totale d'exécution de la tranche	Délai d'affermissement de la tranche optionnelle	Point de départ du délai d'affermissement de la tranche optionnelle
Tranche ferme	18 semaines	Sans objet	Sans objet
Tranche optionnelle	6 semaines	3 mois	A la notification du démarrage de la tranche ferme

Article 2 : Pièces constitutives du marché

2.1 - Pièces constitutives du marché

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

a/Les pièces contractuelles :

- l'Acte d'Engagement (dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par avenant) et son annexe financière (Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF), devis) ;
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes ;
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes ;
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché ;
- l'attestation sur l'honneur de visite des lieux
- Planning prévisionnel détaillé,
- Mémoire technique.

b/Les pièces générales : le Code de la Commande Publique en vigueur depuis le 1^{er} avril 2019 ;

- le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux pour les travaux extérieurs au bâtiment ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales – travaux (CCAG-travaux) - (JORF du 1^{er} avril 2021 / arrêté 30 mars 2021) ;
- les Documents Techniques Unifiés (DTU) pour les travaux de bâtiment ;

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 5.3.2

c/Les pièces annexes :

- les diagnostics amiante et plomb établis par le bureau SOCOTEC,
- les plans DCE ;
 - o DCE PLAFOND ARCHIPELS HC
 - o DCE PLAFOND SALON HC
 - o DCE_01_A_VEP_Elévations fermes_(Existant)_Coffrage
 - o DCE_02_A_VEP_Elévations fermes conservées_Pannes_Fx plafond à créer_Coffrage

2.2 - Ordre dans lequel prévalent les pièces du marché en cas de contradiction

En cas de contradiction entre elles, les pièces du marché prévalent les unes sur les autres dans l'ordre où elles sont énumérées à l'article 2.1.

2.3 - Modifications apportées au présent marché

Le marché ne peut être modifié que par accord des parties. Cet accord sera formalisé par voie d'avenant.

Article 3 : Intervenants

3.1 - Maîtrise d'ouvrage

Le maître d'ouvrage, désigné également Pouvoir adjudicateur est l'État, Ministère de l'Intérieur représenté par monsieur le Haut-commissaire de la République en Polynésie française.

Le représentant du pouvoir adjudicateur est la Direction de l'Ingénierie Publique joignable par courriel à dip@polynesie-francaise.pref.gouv.fr.

3.3 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est effectuée par le Bureau des Constructions Publiques (B.C.P.) par courriel dip@polynesie-francaise.pref.gouv.fr.

3.4 - Bureau de contrôle

Le bureau de contrôle est le bureau VERITAS, (xavier.simoneau@bureauveritas.com)

Article 4 : Co-traitants et sous-traitants

4.1 - Désignation des sous-traitants en cours de marché

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par un acte spécial signé par le pouvoir adjudicateur et l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance. Si cet entrepreneur est un co-traitant autre que le mandataire, l'acte spécial est contresigné par le mandataire du groupement.

L'intervention d'un sous-traitant avant son acceptation par le pouvoir adjudicateur est susceptible d'entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire en application de l'article 46.3 du CCAG Travaux.

L'acte spécial indique :

- la nature et le montant des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant ;
- les conditions de paiement, à savoir :
 - o les modalités de calcul et de versements des avances et acomptes
 - o la date (ou le mois) d'établissement des prix
 - o les stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses
- la personne habilitée à donner les renseignements ;
- le comptable assignataire des paiements et, si le sous-traitant est payé directement, le compte à créditer.

Conformément au CCAG travaux, les déclarations de sous-traitance seront présentées au plus tard 21 jours avant la date prévisionnelle d'intervention.

4.2 - Modalités de paiement direct

Si plusieurs entrepreneurs sont chargés solidairement de l'exécution d'un ou plusieurs postes techniques, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer à chacun des entrepreneurs solidaires, compte-tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

En cas de titulaire unique :

Pour les sous-traitants, le titulaire joint au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage.

En cas d'attribution du marché à un groupement d'entreprises :

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement, l'acceptation de la somme à payer à chacun d'eux fait l'objet d'une attestation jointe au projet de décompte, signée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance et indiquant la somme à régler par le maître d'ouvrage à chaque sous-traitant.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit signer également l'attestation.

Le mandataire du groupement d'entreprises conjointes et l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance précisent, le cas échéant, à l'appui du projet de décompte les raisons pour lesquelles ils n'ont pas retenu les sommes proposées par l'entrepreneur membre du groupement ou par le sous-traitant, et au plus tard 15 jours après avoir reçu la demande de paiement.

Article 5 : Prix et mode d'évaluation des ouvrages – Variation des prix – Règlement des comptes

5.1 - Contenu des prix - mode d'évaluation des ouvrages

5.1.1 Contenu des prix

En application de l'article 9 du CCAG-travaux, les prix du marché sont établis en tenant compte de toutes les sujétions entraînées par l'exécution des ouvrages.

Les prix sont établis en tenant compte des contraintes du site, notamment les contraintes liées aux travaux en site occupé et les contraintes liées aux interventions sur matériaux contenant de l'amiante en site occupé.

Concernant le montant total porté dans la DPGF, les montants indiqués par l'entrepreneur sont considérés comme le prix des prestations représentant la valeur des constructions, fournitures et travaux d'après le CCTP, les plans et indications complémentaires portées sur ceux-ci, y compris toutes dépenses annexes ainsi que les détails et finitions considérés comme faisant partie des règles de l'art par référence aux DTU, sans qu'il soit besoin de les décrire plus explicitement.

Le CCTP a pour objet de faire connaître le programme général de l'opération et de définir les travaux et leur mode d'exécution. Il n'a aucun caractère limitatif.

En conséquence, il demeure contractuellement convenu que le titulaire devra l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement des ouvrages de son marché, en conformité avec la réglementation et les normes contractuellement réputées connues.

A la remise de son offre, le titulaire sera réputé avoir pris connaissance du CCTP dans son intégralité. L'offre du titulaire est ainsi faite en pleine connaissance des interfaces et sujétions entre les autres corps d'état (sous traitants).

Une contestation des dispositions du marché au motif d'une méconnaissance des pièces du marché ne pourra être prise en compte.

Les plans et descriptifs se complètent entre eux et l'entreprise doit la totalité des travaux, qu'ils résultent de l'un des documents du dossier, ou qu'ils soient nécessaires à la parfaite exécution des travaux conformément aux DTU et normes en vigueur.

A la charge du candidat **avant la remise de son offre** d'interroger le maître d'œuvre ou de signaler au maître d'œuvre les éventuelles incohérences, contradictions ou oublis.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales, ou autres frappant obligatoirement les fournitures ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, au transport et au stockage jusqu'au lieu de livraison.

En conséquence, aucune réclamation portant sur des oublis ou des erreurs dans les articles du CCTP, les postes de la DPGF, les quantités ou les prix ne pourra être prise en compte par le maître d'ouvrage postérieurement à la remise des offres.

5.1.2 Mode d'évaluation des ouvrages

Les ouvrages ou prestations du marché sont réglés conformément à l'article 12 du CCAG Travaux par application du cadre de la DPGF.

5.2 - Règlement des comptes

5.2.1 Projet de décomptes

Les décomptes sont établis suivant l'avancement des travaux exécutés et par référence à la DPGF. Les décomptes provisoires sont mensuels et établis en utilisant les imprimés transmis par le maître d'œuvre au début de la période de préparation de chantier.

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché mentionné à la DPGF sont réglés : par application d'un **Prix Global et Forfaitaire s'appliquant conformément à la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire**.

La remise du décompte en trois (3) exemplaires au maître d'œuvre est opérée au plus tard le cinq (5) de chaque mois. La transmission est effectuée soit par lettre recommandée avec accusé réception ou remis contre récépissé. Celui-ci disposera d'un délai maximum de sept (7) jours pour transmettre après vérification et visa cette situation au maître d'ouvrage.

Pour le projet de décompte final, ce délai est porté à vingt et un (21) jours. Il le complète éventuellement en faisant apparaître les avances à rembourser, les pénalités et les réfections imposées.

Une copie du décompte sera notifiée à l'entrepreneur par le maître d'œuvre s'il est modifié. Le montant de la somme à régler au titulaire est arrêté par le pouvoir adjudicateur. Passé un délai de trente (30) jours à compter de cette notification, le titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

5.2.2 Acomptes pour approvisionnements

Il n'est pas prévu d'acomptes pour approvisionnements.

5.3 - Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

5.3.1 Définition des prix

Les prix sont révisibles suivant les modalités fixées au 5.3.4.

5.3.2 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise de l'offre (article 2, alinéa 1 de l'acte d'engagement).

5.3.3 Choix de l'index de référence

L'index de référence (I) choisi en fonction de sa structure pour la révision des prix des travaux faisant l'objet du marché est l'index ci-après publié par l'Institut de la Statistique de Polynésie française :

Lots	Index
Lots généraux	BTG 01.0

5.3.4 Modalité de révision des prix

La révision est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient (C) de révision donné par la formule :

$$C = 0,125 + 0,875 \times (I_m / I_o)$$

dans laquelle I_o et I_m sont les valeurs prises respectivement au mois « zéro » et au mois « m » par l'index de référence I du marché.

5.3.5 Révision des prix

Pas de révision provisoire.

Lorsque la valeur finale de l'index n'est pas connue lors de la réception du projet de décompte par le maître d'œuvre, le mandatement sera réalisé à partir des prix de base. Il sera procédé à la révision sur le décompte établi le mois suivant la publication de l'index concerné, et en cas d'impossibilité, au plus tard en fin de marché.

Les coefficients de révision sont arrondis au millième supérieur.

Le maître d'œuvre dispose d'un délai de sept (7) jours pour accepter ou rectifier le décompte, la facture ou le mémoire et le transmettre au maître d'ouvrage par lettre recommandée avec accusé réception ou lui remettre contre récépissé daté et signé.

5.4 - Délais de paiement

Le délai de paiement prévu au premier alinéa de l'article 37 de la loi du 28 janvier 2013 est fixé à **trente (30) jours** pour les pouvoirs adjudicateurs, y compris lorsqu'ils agissent en tant qu'entité adjudicatrice.

5.4.1 – Démarrage du délai

Le délai de paiement court à compter de la date de réception de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur ou, si le contrat le prévoit, par le maître d'œuvre ou toute autre personne habilitée à cet effet.

5.4.2 – Date de réception

La date de réception de la demande de paiement ne peut faire l'objet d'un accord contractuel entre le pouvoir adjudicateur et son créancier.

5.4.3 – Versement d'avance

En cas de versement d'une avance en application du Code de la Commande Publique, le délai de paiement de celle-ci court à compter de la date de notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution des prestations qui correspondent à l'avance si un tel acte est prévu ou, à défaut, de la date de notification du contrat.

5.4.4 – Indemnité de résiliation

En cas de versement d'une indemnité de résiliation, le délai de paiement de cette indemnité court à compter de la date à laquelle, la décision de résiliation étant notifiée, le montant de l'indemnité est arrêté.

5.4.5 – Suspension du délai

Le délai de paiement ne peut être suspendu qu'une fois par le pouvoir adjudicateur, s'il constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le contrat ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes. Cette suspension ne peut intervenir qu'avant l'ordonnancement de la dépense.

La suspension du délai de paiement fait l'objet d'une notification au créancier par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Cette notification précise les raisons imputables au créancier qui s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter.

À compter de la réception de la totalité de ces éléments, un nouveau délai de paiement est ouvert. Il est de trente jours ou égal au solde restant à courir à la date de réception de la notification de la suspension si ce solde est supérieur à trente jours.

5.5 - Intérêts moratoires

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013.

5.5.1-Taux des intérêts moratoires

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

5.5.2-Désaccords

En cas de désaccord sur le montant d'un acompte ou du solde, le paiement est effectué dans les délais fixés à l'article 1^{er} du décret 2013-269 (30 jours) sur la base provisoire des sommes admises par le pouvoir adjudicateur. Lorsque les sommes ainsi payées sont inférieures à celles qui sont finalement dues au créancier, celui-ci a droit à des intérêts moratoires calculés sur la différence.

5.5.3-Indemnité forfaitaire

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 4 800 francs pacifique.

5.5.4-Délais pour intérêts moratoires et indemnité forfaitaire

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

5.6 - Réfaction pour imperfections techniques

Les imperfections et malfaçons éventuelles peuvent faire l'objet d'une réfaction provisoire sur proposition motivée du maître d'œuvre, en attente d'un accord entre le pouvoir adjudicateur et l'entrepreneur pour y remédier. Les imperfections seront relevées et consignées sur les comptes rendus de chantier.

Article 6 : Délai d'exécution - Pénalités - Retenues

6.1 - Délai d'exécution - Période de préparation

Le délai particulier d'exécution des prestations du présent marché, est celui indiqué par le titulaire à l'article 4 de l'acte d'engagement. Il doit impérativement respecter les délais maximums suivants :

- 18 semaines dont 6 semaines de préparation et 12 semaines de travaux (Tranche ferme)
- 6 semaines (Tranche optionnelle)

6.2 - Dispositions particulières – Travail de samedi

En raison des contraintes du site, de l'occupation des locaux, le titulaire du présent marché peut être amené à intervenir :

- Certains samedis, à la demande du maître d'œuvre et/ou du maître d'ouvrage, ou à la demande dûment justifiée du titulaire du présent marché et avec l'accord du maître d'œuvre et du maître d'ouvrage.

6.3 - Calendrier détaillé d'exécution

Le calendrier d'exécution est élaboré par le titulaire du présent marché, dans le cadre du calendrier général des travaux mentionnés au 6.1.

Le titulaire doit dans les quinze (15) jours suivant la demande du maître d'œuvre, transmettre le calendrier faisant figurer les tâches, leurs durées, les liaisons avec les tâches précédentes.

Il précise en outre pour chaque tâche :

- la cadence d'exécution de chaque nature de prestations portées au modèle ;
- les moyens en personnel et matériels prévus ;
- les contraintes particulières, etc.

Le calendrier d'exécution fait apparaître les tâches caractéristiques du marché, l'enchaînement des tâches, les rattachements graphiques avec celles qui les succèdent et qu'elles conditionnent ainsi que le ou les chemins critiques de l'opération. Après mise au point par le maître d'œuvre, en accord avec le titulaire, ce calendrier sera rendu contractuel. Le titulaire est tenu de respecter les dates et échéances fixées par le calendrier détaillé d'exécution.

Tout retard de la remise d'informations nécessaires à l'élaboration du calendrier détaillé d'exécution est sanctionné par l'application des pénalités fixées dans le présent CCAP.

Au fur et à mesure de l'exécution des travaux, le calendrier détaillé d'exécution est tenu à jour par le maître d'œuvre.

Au cours du chantier et avec l'accord de l'entrepreneur, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé d'exécution dans la limite du délai global d'exécution fixés à l'acte d'engagement. Ce calendrier modifié est alors notifié par ordre de service à l'entrepreneur.

6.4 - Pénalités - généralités

Conformément à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux, lorsque le maître d'ouvrage envisage l'application de pénalités de retard, il invite, par écrit, le titulaire à présenter des observations dans un délai qui ne peut être inférieur à quinze (15) jours. Le maître d'ouvrage précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le(s) retard(s) concernés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA et sont non révisables.

6.5 - Délais et pénalités pour remise de documents avant exécution

6.5.1 Études d'exécution

Les délais sont fixés par le délai de période de préparation, tel que stipulé à l'article 6.1.

Les études d'exécution des travaux de type plans, notes de calculs, études de détail et autres documents sont soumis au visa du maître d'œuvre, qui transmettra les documents au bureau de contrôle pour avis, selon un planning établi par celui-ci.

En l'absence d'un tel planning, ils seront soumis au visa du maître d'œuvre au plus tard quinze (15) jours avant la fin de la période de préparation.

Le délai de délivrance du visa du maître d'œuvre est fixé à quinze (15) jours.

En cas de retard, sur tout ou partie des documents à fournir, une pénalité d'un montant égal à 10.000 F cfppar jour calendaire de retard et par document sera opérée sur les sommes dues au titulaire du présent marché.

6.5.2 Calendrier détaillé d'exécution

En cas de retard, de remise du calendrier détaillé d'exécution, une pénalité d'un montant égal à 10.000 F cfp par jour calendaire de retard sera opérée sur les sommes dues au titulaire du présent marché.

6.5.3 PPSPS

En cas de retard, sur tout ou partie des documents à fournir, une pénalité d'un montant égal à 20.000 F cfp par jour calendaire de retard et par document sera opérée sur les sommes dues au titulaire du présent marché.

6.5.4 Attestations d'assurance

En cas de retard de production d'une attestation d'assurance, une pénalité d'un montant égal à 10.000 F fp par jour calendaire de retard sera opérée sur les sommes dues au titulaire du présent marché.

6.6 - Prolongation du délai d'exécution

Le délai d'exécution pourra être prolongé en cas d'intempéries, si celles-ci coïncident avec des jours « ouvrés ». Seules les journées d'intempéries consignées par le maître d'œuvre et empêchant l'exécution des travaux dans les comptes rendus de chantier seront prises en compte.

Les journées d'intempéries donnant droit à une prolongation du délai d'exécution devront être signalées le jour même au maître d'œuvre et consignées dans les comptes rendus de chantier. Il prend son origine à compter de la date fixée par l'ordre de service qui prescrit le commencement des travaux.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur au titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel du marché.

S'il est le fait du pouvoir adjudicateur (par exemple impossibilité de réaliser des travaux bruyants en raison d'une audience) ou provient d'un événement ayant le caractère de force majeure, le délai ainsi prolongé a, pour l'application du marché, les mêmes effets que le délai contractuel, en revanche le titulaire du présent marché ne percevra aucun dédommagement pour immobilisation.

6.7 - Pénalités pour retard d'exécution

Les pénalités, d'un montant de 1/3000^{ème} du marché hors taxes, hors avenant, sont appliquées par jour calendaire de retard d'exécution constaté.

Ces pénalités pourront être appliquées, au cours du chantier, provisoirement, dès lors que sera constaté un retard pour la fin d'une tâche à l'intérieur du calendrier détaillé d'exécution établi en début de période de préparation de chantier. Ces pénalités seront définitives en cas de retard de la fin des travaux constatée par rapport à la date contractuelle de fin de travaux.

Ces pénalités seront plafonnées à 10% du montant total hors taxes du marché, de la tranche considérée (article 19.2.2 du CCAG-travaux).

Dans le cas de résiliation, les pénalités sont appliquées jusqu'au jour de la notification de la décision de résiliation ou jusqu'au jour d'arrêt de l'exploitation du titulaire si la résiliation résulte d'un des cas prévus à l'article 49 du CCAG-travaux.

6.8 - Respect de l'hygiène et de la sécurité du chantier

Le titulaire du présent marché est responsable de l'application des règlements pour la sécurité et l'hygiène du chantier, en fonction des dispositions visées par le code du travail, en particulier suivant le code du travail, hygiène, sécurité et conditions de travail, dispositions particulières applicables aux opérations de bâtiment (délibération n° 91-16 AT du 17 janvier 1991).

Toutes les infractions aux règles élémentaires d'hygiène et sécurité se verront sanctionnées.

À titre d'illustration les manquements suivants ne seront pas tolérés :

- insuffisance des protections collectives vis-à-vis des occupants du site ;
- absence de port du casque et des chaussures de sécurité ;
- poste de travail sans ou avec sécurité imparfaite mettant en péril les propres salariés de l'entreprise et ceux des autres entreprises ;
- défaut de port des EPI, défaut d'EPC, dans le cadre des interventions sur matériaux contenant de l'amiante ;
- non-respect du mode opératoire des interventions sous-section 4.

Tout comportement dangereux induira une mesure de mise en demeure de mettre le ou les postes de travail en conformité, avec la possibilité, devant un danger ou péril imminent, ou en cas de récidive, de suspendre l'activité concernée sans que le titulaire puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Le non-respect des clauses et règlements de sécurité peut constituer une cause de résiliation du marché par le maître d'ouvrage pour faute du titulaire du présent marché.

En cas de manquements du titulaire dans l'exécution de ses obligations, le maître d'ouvrage, sur proposition du maître d'œuvre, pourra procéder à l'application de pénalités dont le montant est fixé à :

- retards dans la remise de renseignements et de documents : 20.000 F cfp par jour calendaire ;
- manquement dans l'application de dispositions demandées ou prévus par le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) : 30.000 F cfp par disposition ;
- retard ou absence aux réunions auxquelles l'entrepreneur est convoqué : 20.000 F cfp par absence ou retard ;
- non-respect des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité du travail, code du travail, textes relatifs à l'exposition au risque amiante : suspension du chantier jusqu'à ce que l'anomalie soit corrigée et 50.000 F cfp par infraction constatée et par personne ayant commis l'infraction ;
- non-respect des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité du travail, code du travail, textes ne concernant pas l'amiante : 30.000 F cfp par infraction constatée et par personne ayant commis l'infraction.

6.9 - Repliement des installations et remise en état des lieux

Les lieux devront être laissés dans l'état dans lequel ils étaient avant le démarrage du chantier. Le titulaire disposera de quinze (15) jours à compter de la date de réception pour évacuer l'ensemble de son matériel. Une pénalité forfaitaire de 300.000 F cfp sanctionnera tout retard dans le repliement des installations ou malfaçon et sera opérée sur les sommes dues au titulaire du présent marché, sans préjudice de l'application des autres pénalités, et notamment des pénalités de retard d'exécution.

6.10 - Respect de la propreté du chantier

Un environnement propre constitue un atout majeur pour un chantier. Il sera nécessaire de prendre les précautions nécessaires au bon déroulement des travaux. Tous les déchets seront évacués en décharge agréée, le titulaire fournira les bons de décharge au maître d'œuvre.

Une pénalité forfaitaire et définitive de 20.000 F cfp sera appliquée en cas de non transmission des bons de décharges au plus tard le jour des opérations préalables à la réception (OPR).

Le chantier devra faire l'objet d'un nettoyage quotidien de ses abords et de ses voiries d'accès... etc. En cas de non-respect de ces clauses, une pénalité forfaitaire et définitive de 20.000 F cfp sera appliquée immédiatement et pourra être renouvelée autant de fois que l'infraction sera constatée.

6.11 - Respect de l'environnement

Dans le cadre de la préservation et de la valorisation de l'environnement, le titulaire prendra toutes les mesures adéquates pour le respect des textes réglementaires et notamment :

- Nettoyage quotidien du chantier ;
- Évacuation hebdomadaire des déchets suivant chaque filière de traitement. À cette fin, un tri sur chantier sera organisé ;
- Interdiction formelle de rejeter les produits chimiques (peintures, solvants, etc.) dans le milieu naturel (y compris système d'assainissement) ;
- Stockage des produits chimiques (peintures, solvants, etc.) dans des bacs de rétention ;
- Communication au maître d'ouvrage sur la gestion des déchets.

Toutes les personnes intervenant sur le chantier au bénéfice du titulaire du présent marché doivent être dûment informées par le titulaire des obligations relatives au respect de l'environnement du chantier.

Une attention particulière est demandée concernant des règles essentielles comme :

- tri des gravois et envoi vers une filière de traitement réglementaire ;
- tri des déchets produits sur le chantier et envoi vers des filières de traitement réglementaire (en priorité lorsqu'elles existent localement vers des filières de valorisation (réutilisation, réemploi, recyclage...)) ;
- manipulation soignée de tout hydrocarbure, huile... susceptible de nuire en cas de déperdition dans l'environnement. ;
- gestion conforme à la réglementation en vigueur des déchets contenant de l'amiante ou susceptibles de contenir de l'amiante.

Typologie des déchets	Exemples de déchets	Typologie de traitement
Déchets inertes	Déchets de gros-œuvre et/ou de démolition non souillés, terres et matériaux de terrassements, etc.	Recyclage et stockage en CET de classe III
Déchets dangereux, Déchets Industriels Spéciaux (DIS)	Amiante et produits dérivés Peintures et vernis, colles animales, végétales synthétiques, solvants, diluants, mastics, huiles usées, abrasifs, détergents, etc.	Élimination en centre de traitement spécialisé et/ou stockage en CET de classe I
Déchets Industriels Banals (DIB) Déchets Ménagers Assimilés (DMA)	Emballages non souillés, métaux non souillés, câbles, matières plastiques, verres, bois non traités, laines minérales, etc.	Recyclage ou valorisation après tri (de préférence sur chantier), incinération DMA avec valorisation énergétique, stockage en CET de classe II

Élimination des déchets ;

L'entreprise prendra soin de trier tout au long du chantier les déchets produits par les travaux suivant les 3 catégories ci-dessous :

- Catégorie 1 : déchets industriels spéciaux (dangereux) ;
- Catégorie 2 : déchets assimilables aux ordures ménagères ;
- Catégorie 3 : déchets inertes ;

En complément se référer au site de :

- la CCISM, <https://www.dechets-professionnels.pf/>,
- FENUA MA, <https://www.fenuama.pf>

En cas de non-respect de ces clauses, une pénalité forfaitaire et définitive de 20.000 F cfp sera appliquée immédiatement et pourra être renouvelée autant de nombre de jours que l'infraction sera constatée. De plus, tout manquement grave à ces dispositions pourra entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Une pénalité de 50.000 F cfp sera appliquée pour chaque blessure accidentelle constatée sur un arbre conservé et protégé.

6.12 – Pénalités pour non-respect des demandes du maître d'œuvre

Toute non-conformité constatée par le maître d'œuvre sur le chantier sera signalée, par ce dernier, au titulaire du présent marché.

Le maître d'œuvre indiquera également un délai d'exécution de mise en conformité des dits ouvrages. En cas de non-respect des délais fixés par le maître d'œuvre, des pénalités, d'un montant de 20 000 F cfp sont appliquées par jour calendaire de retard d'exécution constaté.

Par ailleurs, le non-respect des demandes du maître d'œuvre d'intervenir les samedis entraînera l'application d'une pénalité d'un montant de 50 000 F cfp à chaque manquement.

6.13 – Pénalités et retenues pour remise des documents après réception

En application de l'article 40.1 du CCAG-travaux, dans le cas où le DOE complet n'aurait pas été remis dans les délais, une retenue de 500 000 F cfp sera prélevée sur le dernier acompte et sera remboursée dès que les documents seront fournis.

6.14 - Pénalités pour absence ou retard aux réunions de chantier

En cas d'absence ou de retard constaté aux réunions de chantier et aux réunions auxquelles le titulaire du présent marché aura été convoqué par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre ou toute autre personne habilitée, une pénalité forfaitaire égale à 20 000 F cfp sera opérée sur les sommes dues au titulaire.

Article 7 : Clause de financement

7.1 - Retenue de garantie (R-2191-32 à R-2191-42 du Code de la Commande Publique)

Le montant de la retenue de garantie est égal à 3% du montant initial du marché augmenté, le cas échéant, du montant des modifications en cours d'exécution.

7.2 - Avance forfaitaire (R-2191-3 à R-2191-12 du Code de la Commande Publique)

Une avance pourra être accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché sera supérieur à 50 000 euros HT soit 5 966 587 F CFP HT (art. R2191-3) et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois.

Une avance forfaitaire sera versée à l'entrepreneur sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Son montant est égal à vingt pour cent (20%) du montant du marché initial en prix de base déduction faite des éventuels montants sous-traités.

L'avance est non révisable.

Article 8 : Implantation des ouvrages (piquetage général)

Sans objet pour la présente opération.

Article 9 : Coordination Sécurité et Protection de la Santé

Le titulaire du présent marché établira un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) respectant les consignes du Plan Général de Coordination (PGC) établi par le CSPS, notamment les consignes liées à la présence d'amiante.

Deux semaines avant la fin de la période de préparation, le titulaire du présent marché remettra à la Direction de l'Ingénierie Publique son projet de PPSPS pour avis.

Sous réserve de l'avis favorable du maître d'œuvre, le titulaire transmettra son PPSPS au CSPS pour validation, avant diffusion du PPSPS validé :

- au maître d'œuvre
- au maître d'ouvrage (pour information)
- aux organismes intéressés (Inspection du Travail et autres).

Article 10 : Période de préparation, coordination, registre de chantier et exécution des travaux, compte prorata

10.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation de chantier de 6 semaines. Sa durée est incluse dans le délai global conformément au calendrier général. Ce délai démarre à compter de la date de démarrage précisée dans l'ordre de service notifié au titulaire du présent marché.

Il est notamment procédé par les soins de l'entrepreneur, au cours de cette période de préparation, aux opérations suivantes :

- Établissement et présentation au visa du maître d'œuvre du programme d'exécution des travaux accompagné du projet des installations du chantier et des ouvrages provisoires ;

Au titre du programme des travaux, le titulaire du présent marché devra un calendrier d'exécution qui tiendra compte de l'environnement du chantier en site occupé et des interventions sur matériaux contenant ou susceptibles de contenir de l'amiante. En concertation avec le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage, le titulaire proposera dans son calendrier les interventions à réaliser le samedi.

Dans le cas d'entrepreneurs groupés conjoints, le programme d'exécution indique les dispositions prévues par le mandataire pour assurer la coordination des tâches incombant aux autres membres du groupement.

- établissement et remise au maître d'œuvre de l'ensemble des études d'exécution pour l'ensemble des corps d'état : plans d'exécution, notes de calcul et études de détail nécessaires pour le début des travaux ;
- programme d'essais à réaliser pendant les différentes phases d'exécution ;
- confirmation des commandes et planning d'acheminement jusque sur le site ;
- présentation d'échantillons, des fiches d'approbation (de matériaux (FAM), de notices pour acceptation.

La synthèse des études d'exécution est à la charge du titulaire du présent marché. A ce titre, il organise les réunions de la cellule de synthèse auxquelles participera le maître d'œuvre.

10.2 - Plan d'exécution - Notes de calculs - Études de détails

Les études d'exécution des ouvrages sont établies par le titulaire du présent marché et soumis avec les notes de calculs correspondantes à l'approbation du maître d'œuvre et du bureau de contrôle avant tout début d'exécution des travaux.

Les études d'exécution sont fondées sur le projet approuvé par le maître d'ouvrage, permettant la réalisation de l'ensemble de l'ouvrage et ont pour objet :

- L'établissement de tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier dans tous leurs détails ainsi que les plans d'atelier et de chantier relatifs aux méthodes de réalisation, aux ouvrages provisoires et aux moyens de chantier ;
- La réalisation des études de synthèse ayant pour objet d'assurer pendant la phase d'études d'exécution la cohérence spatiale des éléments d'ouvrage de tous les corps d'état, dans le respect des dispositions architecturales, techniques, d'exploitation et de maintenance du projet et se traduisant par des plans de synthèse qui représentent, au niveau du détail d'exécution, sur un même support, l'implantation des éléments d'ouvrage, des équipements et des installations.

Les études d'exécution démarrent par l'établissement de notes de calcul.

10.3 - Compte Prorata

Le titulaire du présent marché devra prévoir de manière implicite dans son offre globale et forfaitaire les dépenses de surveillance, énergie, nettoyage, gardiennage, évacuation de déchets et frais d'amenée de déchets aux centres de tri adaptés.

Les frais résultants de ces dépenses sont réputés inclus au prix global et forfaitaire.

10.4 – Registre de chantier

Sans objet.

L'ensemble des documents émis ou reçus par le maître d'œuvre, concernant le déroulement du chantier, sera conservé par le maître d'œuvre, hors chantier, dans ses locaux de travail, et consultable à la demande.

10.5 - Confidentialité – Protection des données personnelles

Se référer à l'article 5 du CCAG travaux.

Article 11 : Contrôle et réception des travaux

11.1 - Réception

Les travaux feront l'objet d'une date de réception.

La réception est l'acte par lequel le pouvoir adjudicateur déclare accepter l'ouvrage avec ou sans réserves. Elle ne comporte pas de phase provisoire et est définitive.

Pour ce faire, un calendrier des opérations préalables à la réception sera établi et la réception sera prononcée le dernier jour du dernier ouvrage réceptionné.

11.2 - Période de garantie de parfait achèvement

La période de garantie de parfait achèvement dont le début est la date de réception, est d'un (1) an. Pendant cette période de garantie, le titulaire du présent marché, indépendamment des obligations qui peuvent résulter de l'application des articles 1792 à 1792-3 et 2270 du Code Civil, est tenu de remédier à tous les désordres nouveaux et de faire en sorte que l'ouvrage demeure conforme à l'état où il était lors de la réception, ou après correction des imperfections constatées à la réception. Il devra y remédier dans un délai de trente (30) jours après réception du constat de maîtrise d'œuvre envoyé par fax ou par mail. Aucune autre mise en demeure ne sera nécessaire.

L'obligation de parfait achèvement ne s'étend pas aux travaux nécessaires pour remédier aux effets de l'usage ou de l'usure normale.

11.3 - Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Le maître d'ouvrage pourra prendre possession anticipée de certaines parties d'ouvrages. Cette prise de possession ne vaudra pas réception des ouvrages et la date de réception globale ne sera pas modifiée. Il sera procédé à un état des lieux détaillé et contradictoire.

11.4 - Garantie d'étanchéité

Le titulaire du présent marché, pour la partie qui le concerne, garantit le maître d'ouvrage contre tout défaut d'étanchéité de tout ou partie des ouvrages pendant un délai de dix (10) ans à partir de la date de réception des travaux.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage, toutes les recherches sur l'origine des fuites et les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts d'étanchéité qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité, des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

Cette garantie fera l'objet d'un avenant spécifique à la convention assurance à la charge du titulaire de présent marché.

Les procédés d'étanchéité, pour les ouvrages concernés, s'ils ne relèvent pas des DTU, devront être agréés par le Centre Scientifique et Technique du Bâtiment (CSTB) et faire l'objet d'une garantie décennale fournisseur. Leur mise en œuvre sera soumise au contrôleur technique.

11.5 - Garantie système de protection structure métallique

Le titulaire du présent marché garantit, pour les ouvrages concernés, la bonne tenue du système de protection de tout ou partie d'ouvrages métalliques pendant un délai de dix (10) ans et son aspect pendant un délai de cinq (5) ans, à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer ou faire effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage, toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

11.6 - Garantie des traitements anti-termites

L'entrepreneur, pour la partie qui le concerne, garantit le pouvoir adjudicateur contre toutes dégradations dues aux attaques de termites, pendant un délai de dix (10) ans. Cette garantie engage l'entrepreneur pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais sur simple demande du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage toutes réparations et tous traitements complémentaires qui s'avéreraient nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

11.7 - Garanties particulières de fonctionnement des installations techniques (tous les corps d'état techniques)

Le titulaire du présent marché garantit le maître d'ouvrage contre tout défaut de fonctionnement des installations ou éléments d'installation, pendant un délai de deux (2) ans, à partir de la date d'effet de la réception des travaux correspondants.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage, toutes les réparations qui s'avéreraient nécessaires et à remplacer gratuitement toutes pièces défectueuses, que la défaillance des installations soit imputable à la mauvaise qualité des matériels et matériaux, ou aux conditions d'exécution.

Le titulaire est dégagé de ses obligations si le défaut de fonctionnement provient du fait de l'utilisateur.

11.8 - Dossiers des ouvrages exécutés (DOE)

L'élaboration du DOE (plans de récolement, schémas, notices, etc.) est à la charge du titulaire du présent marché sous la forme définie ci-après.

11.8.1 Présentation

Le DOE sera fourni en un (1) exemplaire informatique sur support informatique, clé USB (format PDF et DWG) et transmis via FRANCE TRANSFERT. Les plans informatiques en DWG, comprendront l'ensemble des couches, fonds de plans et valeur ajoutée de l'entreprise.

Le DOE se présentera sous la forme d'un dossier qui contiendra tous les documents (pièces écrites et plans) relatif à l'opération.

Tous les documents devront comporter sur le cartouche la mention DOE en gros caractères.

11.8.2 Contenu

Le DOE comprendra

:

- Pièces écrites :
 - bordereau récapitulatif ;
 - liste des matériels et des produits réellement mis en œuvre avec les fiches commerciales et techniques ;
 - note de calcul ;
 - notes techniques ;
 - les fiches de contrôle et des essais de mise en service ;
 - les attestations de conformité ;
 - tous les éléments nécessaires à la constitution du DOE.
- Pièces graphiques :
 - tous les plans d'exécution des ouvrages, les plans d'atelier (plans de récolement) ;
 - toutes ces pièces graphiques devront être remises sur support informatique (clef USB) compatibles avec le logiciel AUTOCAD.

Article 12 : Assurances

Dans un délai de quinze (15) jours, à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire du présent marché ainsi que les éventuels cotraitants doivent justifier qu'ils sont titulaires :

- d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux (RC) ;
- d'une police d'assurance tous risques chantier (TRC) qui couvrira les dommages subis par l'ouvrage en construction pendant la période des travaux ;
- d'une police d'assurance décennale (cft article 11.4).

Une copie du contrat de ces assurances sera remise au maître d'ouvrage. Les frais d'assurance sont réputés inclus au prix global de leur prestation.

Pour information, le maître d'ouvrage a choisi de ne pas souscrire une police dommages ouvrage.

Article 13 : Résiliation du marché par la personne responsable du marché

Pour l'application de l'article 50.4 du CCAG-travaux, le pourcentage servant au calcul de l'indemnité de résiliation est fixé à deux pour cent (2%).

Article 14 : Différends et litiges

Conformément à l'article 55 du CCAG-travaux.

Article 15 : Dérogations aux documents généraux

Articles du CCAP introduisant une dérogation au CCAG-travaux	Objet	Articles du CCAG-travaux concernés
2.1	précision sur les pièces contractuelles	4.1
5.3.5	pas de révision provisoire	13.2
6.12	retenue provisoire pour DOE	20.5

10.4	pas de registre de chantier	28.5
11.8	contenu et présentation du DOE	40

En cas de litige portant sur l'exécution du présent contrat, il sera porté devant les juridictions compétentes.

Fait à : le :

L'Entrepreneur